

Faire vivre la République



Le rassemblement des secrétaires de section s'est tenu dimanche 1^{er} février à Paris. Quelques semaines après les attentats, le thème « *Faire vivre la République* » a été très discuté par les nombreux participants. Comment la République peut-elle être un rempart à l'extrémisme ? Quel est le rôle du parti socialiste dans la période ? Alors que l'unité nationale est déjà battue en brèche, Jean-Christophe Cambadélis a appelé les socialistes à continuer de se battre au nom de « *l'intérêt général* ». « *Oui, l'intérêt général est plus que jamais nécessaire. L'intérêt général est possible et il est donc souhaitable que les partis politiques le défendent et l'incarnent* ». Apportant sa contribution aux débats, le parti socialiste a mis en place trois groupes de travail, « *coordination européenne* », « *cohésion républicaine* », « *sécurité et lutte contre le terrorisme* », pour réfléchir à l'après 11 janvier. Ils ont présenté leurs rapports d'étape dimanche.

« Être à la hauteur des défis qui nous sont posés »



Chers amis, chers camarades,

Je vais faire vite et donc court, par égard pour ceux d'entre vous qui veulent rentrer chez eux et ceux qui veulent voir le match. Permettez-moi tout de même de remercier l'ensemble des permanents et le service d'ordre qui ont permis l'organisation de cette journée. Je voudrais également saluer Guillaume Bachelay, pour son rapport introductif ; François Lamy, qui nous a parlé avec brio de la fracture territoriale ; Laurent Dutheil, qui a évoqué la cohésion républicaine ; Marie-Pierre de la Gontrie, qui a parlé des problèmes de sécurité ; Philip Cordery, qui a évoqué devant nous les questions européennes et Laura Slimani qui, comme à son habitude, défend la jeunesse avec talent. Je voudrais aussi remercier Frédéric Gilli qui a animé ce beau débat, que nous avons voulu innovant, interactif, permettant aux uns et aux autres de s'exprimer. Nous continuerons dans ce sens, à faire en sorte qu'il y ait toujours la possibilité de discuter avec la direction sur tous les sujets importants. Enfin, je veux saluer Xavier Gorce, qui a répondu positivement à notre invitation et qui, avec ses dessins, a mis une touche d'humour dans nos discussions. Cette invitation était pour nous l'occasion de faire un clin d'œil à sa profession et de rendre hommage à la liberté d'expression dans le contexte que nous connaissons.

Mes chers camarades,
Pendant trois jours. Pendant trois jours, la France a subi une attaque terroriste d'une violence inouïe. Pendant trois jours, des femmes et des hommes sont morts assassinés sur notre territoire, en République. Les premiers, à l'annonce de leurs noms, d'une balle dans la tête, parce qu'ils avaient caricaturé, dessiné. Pendant trois jours, certains ont voulu terro-

riser la France, tuant des innocents parce qu'ils étaient juifs. Pendant trois jours, la France a dû faire face à ces événements sans précédents.

La France. La France a répondu, avec dignité et dans le calme. Étonnant calme dans un pays dont on disait qu'il était traversé de part en part par la xénophobie, dans un pays qu'on estimait incapable de se lever, pris dans l'étau de l'individualisme consommateur. Dans un pays que l'on disait en proie aux tourments de la dépolitisation. Dans ce pays-là, nous nous sommes levés et nous avons étonné le monde. Oui, le monde a regardé ébahi ces Françaises et ces Français qui descendaient dans la rue, en silence, sans professer autre chose que la fraternité et la dignité. La France a manifesté en silence. Toute la France, des grandes villes jusqu'aux plus petits villages. La France s'est faite entendre par les applaudissements et quand elle n'y tenait plus, quand l'émotion la submergeait, eh bien, c'est la Marseillaise qu'elle entonnait.

Dans ce grand moment, ce beau moment où la France avait le visage de la République, les Français ont défendu la liberté avec les armes de l'égalité et de la fraternité. Cet élan, nous le devons avant tout au peuple souverain. Mais nous le devons aussi au Président de la République qui, en montrant l'exemple, avec peu de mots et beaucoup de gestes, a permis l'expression d'une France exemplaire et fière d'elle-même. Le Président de la République a incarné la France dans l'épreuve et le Gouvernement, mon cher Manuel, a été exceptionnel de clairvoyance, d'intelligence et d'efficacité. Ce moment-là marquera l'histoire de notre pays, quoi qu'il se passe maintenant à la suite de ces événements. Je vous le dis : je suis fier que les Socialistes aient répondu présents

dans ce moment précis où la France avait rendez-vous avec l'Histoire.

« A TRAVERS CET ÉLAN, CE SONT LES PRINCIPES MÊMES DE LA RÉPUBLIQUE QUI ONT ÉTÉ POSÉS ET RÉAFFIRMÉS : LA LIBERTÉ ÉVIDEMMENT, PUISQU'ELLE ÉTAIT ATTAQUÉE, L'ÉGALITÉ, MAIS AUSSI LA LAÏCITÉ ET LA SOLIDARITÉ. »

Mes chers amis, mes chers camarades,
Il y a des choses qu'on ne pourra plus dire. On ne pourra plus se moquer du Président de la République comme certains l'ont fait depuis le début du quinquennat. On ne pourra plus dire « les Socialistes sont des amateurs, face aux enjeux, ils ne sont pas à la hauteur ». On ne pourra au fond plus remettre en cause notre légitimité à gouverner. On ne pourra plus chercher querelles médiocres aux Socialistes. Bien évidemment, ce nouveau contexte ne règle pas tous les problèmes mais force est de constater que cela conduit à les aborder différemment. Oui, quelque chose a changé dans notre pays, le dotant d'une certaine gravité évidemment, d'une conscience politique nouvelle assurément. Les Français se sont tournés vers les partis politiques, ces derniers ayant eu l'intelligence de se mettre de côté. Au Parti socialiste, nous avons aidé, avec François Lamy et beaucoup d'autres, à faire en sorte que cette journée du 11 janvier soit à la hauteur du rendez-vous de l'Histoire. De fait,

DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE

nos concitoyens ont désormais une écoute, une attention, une tension, une volonté de comprendre et de savoir. Ils se tournent vers leur représentation politique, à celle-ci de ne pas les décevoir. Ainsi, nous avons eu parfaitement raison de mettre l'accent aujourd'hui, lors de ce rassemblement des secrétaires de section, sur la défense de la République et de l'intituler : « *faire vivre la République !* ».

Mes chers amis, mes chers camarades, L'unité nationale a été réelle. Elle s'est manifestée dans la rue, elle s'est exprimée profondément. Cette unité nationale, disons-le, est une mèche lente et longue. Les Français se sont étonnés eux-mêmes, ils se sont rassemblés, se sont regardés. S'il y a eu des manifestations partout, beaucoup les ont suivis à la télévision, dans un esprit de fraternité. Cet élan, personne ne pourra l'ignorer, personne ne pourra l'effacer. À travers cet élan, ce sont les principes mêmes de la République qui ont été posés et réaffirmés : la liberté évidemment, puisqu'elle était attaquée, l'égalité, mais aussi la laïcité et la solidarité. D'un seul coup, notre peuple s'est mis à nouveau à se poser, à réfléchir, à s'opposer, certes, mais pour pouvoir construire. Il y a eu des moments émouvants, que vous avez tous vécus. Il y a eut à l'Assemblée Nationale, après ton magnifique discours, cher Claude, cette éloquente minute de silence suivie de cette poignante Marseillaise entonnée, puis le grand discours républicain du Premier ministre. Tout cela existe et ne pourra être effacé. Tout cela marque une nouvelle époque politique. Tout cela nous permet surtout d'être à la hauteur des défis qui nous sont posés.

Bien sûr, l'union nationale ne peut pas durer éternellement. Et pourquoi devrait-elle durer d'ailleurs lorsque nous entendons les déclarations des uns et des autres ? Mais nous, Socialistes, de ce moment et de cette épreuve, de cette expression magistrale de l'unité nationale nous retirons un mot qui doit être sa suite et sa traduction logique : l'intérêt général. Oui, l'intérêt général est plus que jamais nécessaire. L'intérêt général est possible et il est donc souhaitable que les partis politiques le défendent et l'incarnent. C'est ce que nous avons commencé à faire dès 2012, dans un contexte difficile mais surtout dans un brouhaha insensé et une incompréhension injuste. En effet, à peine arrivés aux responsabilités, nous étions déjà contestés, alors même que nous n'avions encore rien fait. C'est comme ça, pour une grande partie de la Droite, les Socia-

listes sont illégitimes pour gouverner. Aujourd'hui, nous pouvons reprendre le fil de notre continuité et renforcer l'intérêt général. Nous devons le faire dans une époque historique compliquée, combinant de nombreuses conditions critiques : un chômage de masse, une crise économique marquée par la déflation, des guerres sur le front extérieur et à l'intérieur ce mal qui nous ronge : le racisme et l'antisémitisme.

Tout au long de cette journée, nous avons voulu soutenir cet élan et nourrir cette continuité en présentant trois rapports : un sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme, le second sur la cohésion républicaine et le dernier sur la coordination européenne. L'idée était que la République avait trop reculé et qu'il fallait la réinstaller et que, pour cela, les Socialistes avaient un travail à faire sur plusieurs niveaux : expliquer précisément comment protéger nos concitoyens et nos valeurs, démontrer comment la République peut vivre au quotidien et en profondeur et se battre au niveau européen pour que la cohésion existe en actes et qu'une nouvelle orientation politique voit enfin le jour.

Commençons par la République, la République sociale évidemment. L'année dernière, nous fêtions Jean Jaurès, qui plaidait pour la République jusqu'au bout. La République jusqu'au bout avec au cœur la laïcité qui la fait vivre. La laïcité, cette capacité à vivre ensemble, à croire ou ne pas croire. La laïcité, ce n'est pas une religion, ce n'est pas l'interdiction de penser autrement. C'est la constitution d'un espace qui permet à tous les citoyens de choisir, d'être libre, d'être égaux aussi, cet espace permettant la réalisation concrète de l'égalité. La laïcité c'est cela et ce n'est surtout pas la stigmatisation de telle ou telle religion. Ce grand détournement, c'est l'axe dévoyé de l'extrême droite instrumentalisant la laïcité, valeur de l'intérêt général par excellence, contre une religion particulière. C'est ainsi : les membres de l'extrême droite parlent de laïcité puisqu'ils ne veulent pas dire publiquement leur racisme.

Je ne reviens pas sur le détail des mesures du Gouvernement dont vous re-

marquez qu'elles sont toutes acceptées notamment sur la sécurité. Je ne reviendrai pas non plus sur ce qui a été développé sur l'école, institution vitale évoquée par le Premier Ministre et par Laurent Dutheil ce matin. Je dirais simplement un mot sur l'Europe. Les commentateurs l'ont peu relevé mais il y avait beaucoup de dirigeants sociaux-démocrates présents dans le cortège du 11 janvier. Nos amis européens se sont rendus compte de la gravité de la situation et ont réalisé qu'ils ne pourraient pas eux non plus vivre comme auparavant, que quelque chose à la fois de tragique et d'unique venait de se passer. Quelques jours plus tard, chez nos amis belges, il y a eu un rappel de l'acuité de la menace que fait peser le terrorisme dont le but est d'impacter les sociétés occidentales.

Mes chers amis, La situation politique française est marquée par un double impact. La psychologie politique française est en effet doublement bousculée, tout à la fois par les événements que nous avons connus début janvier et par l'exigence de changement en Europe qui vient d'être signifiée par les élections en Grèce. Concernant ce deuxième point, balayons d'emblée les polémiques superflues. Qu'est-ce qu'on n'aura pas entendu. Le Parti Socialiste n'avait pas le droit de se réjouir de la victoire d'une force de gauche, Syriza, car il devait pleurer la défaite d'un parti social-démocrate, le PASOK ? Ce préjugé anti-socialiste ne cesse jamais de me surprendre, extraordinaire de mauvaise foi et débordant de contradiction. Car enfin, on ne fait pas le reproche à Jean-Luc Mélenchon et au Parti communiste de saluer la victoire de Syriza alors qu'ils sont alliés, eux, avec le Parti Communiste grec. Pourquoi donc critiquer le Parti Socialiste qui salue la victoire contre l'austérité et ne pas critiquer les autres qui disent exactement la même chose mais avec d'autres alliés ? Contradiction aussi évidente que navrante.

Sur le fond, les Socialistes accueillent positivement tout ce qui renforce le mouvement pour la réorientation européenne : le vote grec, les manifesta-



DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE

tions en Espagne, le rassemblement social-démocrate autour du Président de la République, le plan Juncker, la politique de la Banque Centrale Européenne. Notre position est claire et simple : tous ensemble pour la croissance ! Ce qui sous-tend de soulager en priorité le fardeau des peuples. Oui, Madame Merkel, vous devez vous aussi entendre la voix qui vient d'en bas : l'austérité ça suffit !

Au passage, vous me permettrez de vous faire remarquer que « Nico », comme on l'appelle maintenant, « Nico » Sarkozy a voulu être sur la photo des événements. Il a trouvé un moyen d'être sur la photo en se précipitant chez Madame Merkel. Il a par ailleurs essayé de reconstituer avec deux, trois groupes de travail le fameux Merkzoy, celui contre lequel les Grecs comme tous les peuples européens manifestent aujourd'hui. C'est à la fois maladroit et significatif, et, comme je l'entends dans la salle « pathétique ». J'accepte l'amendement : maladroit, significatif et pathétique. L'anecdote de ce déplacement mal improvisé nous rappelle les enjeux profonds du débat politique dans notre pays, avec d'un côté ceux qui veulent amicalement pousser la chancelière sur une autre orientation, celle de la croissance, et d'un autre côté, ceux qui veulent la conforter sur une autre orientation, celle de l'austérité. On parlera tout à l'heure des élections départementales mais il ne faudra pas manquer dans les mois et les années qui viennent de se souvenir de cette ligne de partage, car elle sera l'enjeu des élections nationales à venir.

Aujourd'hui, la France est dans le camp de la croissance. La France combat pour soulager les peuples du fardeau de leur dette. Mais la France est avant tout dans le combat pour la croissance, une croissance nouvelle et durable qui ne peut être celle que nous avons connue dans les périodes précédentes. De ce point de vue, la préparation du sommet Paris Climat 2015 est un autre grand événement historique qui vient à nous, Socialistes, nous qui avons fait notre tournant écologique lors de nos États Généraux. Nous avons ici la possibilité, avec le Président et le Gouvernement, de marquer une nouvelle fois l'Histoire, nous avons l'opportunité de provoquer, enfin, une réorientation planétaire sur une question vitale pour l'humanité toute entière.

Cette année 2015, année décidément historique, doit être ce moment où l'ensemble des États et des peuples

de la planète prennent conscience du défi climatique commun et agissent de manière résolue et de concert. Oui, mon souhait le plus cher c'est qu'au mois de décembre il y ait une résolution de l'ensemble des États et des peuples, unanimes, s'engageant - peut-être - à des rythmes différents, mais s'engageant clairement pour la défense du climat et dans le combat pour l'écologie.

**« IL Y A TROIS CONDITIONS
AFIN DE BIEN MENER
CETTE CAMPAGNE : GAR-
DER LA DIMENSION DE
PROXIMITÉ, INDIQUER QUE
NOUS VOULONS ÊTRE LE
BOUCLER SOCIAL DE NOS
TERRITOIRES. LE TROI-
SIÈME ÉLÉMENT ESSEN-
TIEL, C'EST L'UNITÉ. »**

Mes chers amis, mes chers camarades,
Les Socialistes se bougent. Ils se bougent pour la croissance, ils se bougent contre le fatalisme. Ils bougent et tentent de faire bouger les lignes en France comme en Europe. Cette attitude volontariste est de plus en plus perceptible pour nos concitoyens. Et c'est dans ce nouveau climat politique que vont se dérouler les élections départementales. Vous me permettez d'en dire un mot car elles ont leur importance.

Ces élections locales, nous les mènerons nationalement comme Christophe Borgel vient de l'indiquer. Lors des municipales, nous avons eu tort de ne pas mener de campagne nationale. Nous avons pensé que quelques sacs de sable à l'entrée de chaque localité suffiraient, que le savoir-faire, le bilan, souvent excellent, de nos camarades pourraient leur épargner la défaite. La situation n'est pas la même, car le contexte a radicalement changé, inutile d'y insister. Mais, si nous pensons nécessaire de mener une campagne nationale, pour nous défendre et défendre nos valeurs dans ce contexte nouveau, nous pensons qu'il faut le faire tout en respectant la nature éminemment locale de ce scrutin.

Il y a en fait trois conditions afin de bien mener cette campagne. D'abord,

garder la dimension de proximité et ne pas se tromper de scrutin. Il s'agit d'élection départementale et non pas d'élection pour l'Assemblée Nationale. Il faut garder cette dimension et ne pas se laisser embarquer dans des débats qui n'ont pas leur place dans cette élection. Ensuite, il faut indiquer ce que nous voulons être : nous voulons être le bouclier social de nos territoires. Il s'agit de protéger, et pour protéger nos citoyens, nous, Socialistes, nous sommes les mieux placés. Cette protection il faudra en décliner tous les aspects: le mieux vivre, le mieux transporter, le mieux étudier, le mieux se soigner, le mieux vieillir. Dans tous ces domaines, les Socialistes ont déjà fait beaucoup dans les départements où ils sont sortants mais, n'en doutons pas, ils feront beaucoup dans ceux où ils sont aujourd'hui dans l'opposition.

Le troisième élément essentiel, indispensable, d'une bonne campagne c'est l'unité. Ah ! Mes amis, mes camarades, que c'est dur, difficile et compliqué de faire l'unité quand on ne veut pas faire l'unité ! Je ne comprends pas. Non, je ne comprends pas que des Socialistes, des Communistes, des Écologistes aient travaillé ensemble pendant des années dans des Conseil généraux, aient décidé d'un certain nombre d'actions en commun, aient porté des projets et qu'aujourd'hui, au moment du renouvellement, ils se divisent et soient dans l'incapacité de s'unir. Et pourtant, les Socialistes ont fait de multiples propositions, ils ont tendu la main plus qu'il ne fallait. Alors même qu'il faut être quatre désormais pour un canton, on pourrait s'allier, considéré qu'il y a de la place pour tout le monde ? Eh bien non ! On nous a dit que cela n'est pas et ne serait plus possible. On l'a fait au nom d'une analyse qui me semble terrible car elle se trompe de temps, et se tromper de temps en politique c'est plus grave qu'en grammaire. On nous dit que l'objectif de ces départementales, ce n'est pas de protéger les citoyens, d'incarner le bouclier social. Non, on nous dit que l'objectif de ces départementales, c'est de faire un « Syriza à la française ». Faute de temps : nous ne sommes pas dans une situation pré-Syriza en France, nous sommes bel et bien dans une situation pré-frontiste. Voilà la vérité, une vérité qui change tout !

J'ai entendu ces jours-ci plusieurs déclarations remettant en cause l'unité à Gauche. Je vous épargne les propos de Julien Bayou, mais je voudrais évoquer quelques secondes avec vous

DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE

ceux de Jean-Luc Mélenchon. Il vient de déclarer que le Parti socialiste est un « *astre mort* ». Il a rajouté dans un tweet, comme si ce n'était pas suffisant, qu'il serait bien que nous « débarrassions le plancher ».

Jean-Luc, tu sais combien je te respecte, mais Jean-Luc, tu n'es plus au Parti socialiste, alors lâche-nous !

Mes chers amis, mes chers camarades, Aujourd'hui, ce qui pointe, c'est la montée du Front National. Évidemment, Marine Le Pen a eu quelques difficultés à s'intégrer à l'union nationale et pour cause : elle dirige le parti de la division nationale. Évidemment, elle a dû faire une manifestation en petit, faute d'être présente à la grande marche du 11 janvier. Et les Français ont compris que si on voulait rassembler le pays ce n'était pas vers ce parti qu'il fallait se tourner, car ce parti là prône la séparation entre les « *Français de souche* » et les « *Français de papier* » pour reprendre leurs termes immondes.

Et s'il fallait un exemple de cette vision, de ce programme, c'est la déclaration proprement scandaleuse de Jean-Marie Le Pen à propos de notre camarade Claude Bartolone : souligner le parcours des origines pour insinuer que, n'étant pas nés ici, on ne pourrait pas être Français. Voilà leur visage, voilà le fond de l'orientation du Front National, cherchant à réaliser le rêve cauchemardesque d'Éric Zemmour, où la séparation

des communautés prévaudrait, où ceux qui ne seraient pas « *de souche* » seraient ramenés à terme dans leur pays. Ces propos de Monsieur Le Pen sont inacceptables en République et inadmissibles vis-à-vis de la fonction imminente de Président de l'Assemblée Nationale, nationale et républicaine. Alors, oui, j'aurais souhaité que tous les partis politiques républicains représentés à l'Assemblée se lèvent d'un bond et disent d'une voix : « *nous n'acceptons pas ces propos visant notre Président Claude Bartolone !* ».

Oui, le Front National peut demain continuer sa dynamique et ce ne se fera pas au service de la République. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, je m'adresse à tous les partis politiques républicains et je leur demande solennellement de prendre position pour le front républicain, pour ne pas mettre sur le même plan les partis républicains et le Front National. Nous, Socialistes, nous l'avons toujours fait et nous le ferons ! Que ferez-vous, vous, face au Front National, parti qui n'était pas présent lors des manifestations où nous étions ensemble ?

Le combat que nous menons en ce moment dans la préparation des élections départementales est un combat essentiel. Je tiens à nouveau à féliciter les Premiers fédéraux qui font tout pour que nous ayons des candidats dans tous les départements et dans tous les cantons. Je sais qu'il reste encore quelques cantons sans

candidats, très peu nombreux. Mon objectif en voulant « *pousser* » les Premiers fédéraux est simple : faire en sorte qu'au soir du dépôt des candidatures, le seul parti de France qui ait des candidats dans tous les cantons, sans exception, soit le Parti socialiste. Ceci participe de notre représentativité et, croyez moi, dans le combat mené insidieusement pour faire tomber notre formation politique, pour la réduire, pour la diviser, voire la faire éclater, cette question de la présence des Socialistes dans tous les cantons est essentielle. Au soir des élections départementales, donc locales, on fera le décompte des voix au niveau national et je compte bien que le Parti socialiste soit en tête du nombre de voix recueillies au soir du scrutin.

Mes chers amis, Chacun d'entre nous, le ressent, le climat politique est moins froid, et pas seulement parce qu'il y a une chaleur entre nous, mais parce que les Français nous regardent autrement. Il s'agit donc d'aborder les différentes échéances qui viennent avec responsabilité et combativité. Sur les élections départementales, bien sûr. Sur notre congrès aussi - mais dans ce cas, merci de ne pas trop abuser de la combativité. Évidemment aussi sur les élections régionales. Nous le savons, nous avons devant nous une année forte en élections. Et il s'agit ni plus ni moins que d'être forts au sortir de ces élections. C'est nécessaire pour notre pays, pour le Président de la République, pour l'ensemble de la Gauche et pour le Parti socialiste !

Je vous souhaite donc de mener le plus beau des combats, le plus actif des combats qui soit !

Vive la République, vive la France et vive le Parti socialiste !



« Face à la menace terroriste, nous avons pris nos responsabilités »



« La France n'est plus tout à fait la même. » Ce constat, Manuel Valls est venu l'expliquer à la tribune, dimanche, dans un long discours appelant à l'unité face aux extrémismes. « Les 7, 8 et 9 janvier, la France a été frappée au cœur par la barbarie. On s'est attaqué à des symboles de notre liberté, de notre tolérance. » Mais « la France s'est levée ». « C'est la France qui a dit non à la haine et à la division, qui a dit oui à la liberté et à la tolérance, dans le calme et dans une dignité impressionnante, avec une force considérable, une force que nous n'avions pas connue depuis longtemps, la force d'un peuple rassemblé et uni autour des valeurs de la République. »

Manuel Valls a rappelé le rôle « déterminant » des socialistes « dans la concrétisation de cet événement exceptionnel du 11 janvier ». « Les Français se sont mobilisés, unis et, fiers de défendre des valeurs universelles, celles de leur pays, celles de la France, et le monde entier est venu à Paris, capitale universelle, ce jour-là, de la liberté, et le monde entier est venu à nous, non seulement dans un élan d'amitié, c'était l'évidence, mais parce que c'est la France qui avait été frappée, et les Français se sont dit aussi qu'ils pouvaient être fiers de leurs responsables politiques, de la majorité ou de l'opposition, à tous les niveaux. Le germe d'une confiance est né. » Une confiance que nous devons « beaucoup à François Hollande », qui a su « incarner la nation et le rassemblement ». Le gouvernement aussi « a été à la hauteur ».

Toutefois « la menace terroriste reste aujourd'hui à un niveau très élevé », souligne-t-il. « Face à cette menace, nous avons pris nos responsabilités. » Depuis 2012, les services de renseignement ont été réformés, avec la transformation de la Direction centrale du renseignement intérieur.

432 emplois sont programmés à la DGSI, 130 sont déjà pourvus. Les services coopèrent davantage entre eux. En tout, le gouvernement alloue 233 millions d'euros supplémentaires à la lutte contre le terrorisme. « Nous devons renforcer nos modes d'action et surveiller davantage ces djihadistes qui recrutent sur les réseaux sociaux, et nous donner les clés pour résister à cette propagande », rappelle le Premier ministre, en soulignant la création de la campagne Stop Djihadisme sur interne. « Nous devons aussi lutter contre le phénomène de radicalisation en prison. » La gauche « agit avec détermination en matière de sécurité et d'ordre républicain », elle est « pleinement crédible ». « La sécurité est une valeur de la gauche car c'est une injustice supplémentaire qui frappe toujours les plus fragiles et les plus faibles, et il nous appartient plus que jamais d'incarner cet ordre républicain, la fermeté, la lutte contre le terrorisme, contre l'antisémitisme, contre le racisme et contre l'islamisme radical », affirme Manuel Valls. Cette lutte, la France la mène aussi sur les terrains extérieurs, notamment en Irak ou en Mali.



LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME

Pour le Premier ministre, les derniers événements ont été révélateurs « d'un malaise », qui était perceptible par « la montée de l'antisémitisme ». « L'antisémitisme, l'apologie de la haine ne sont en rien des opinions mais des

délits qui doivent être combattus avec les lois de la République. Il n'y a pas la liberté d'expression qui serait celle des journalistes de Charlie Hebdo et une parole, celle de ces propagateurs de la haine qui aurait le droit de s'exprimer, non. Caricaturer, blasphémer, dans la République française, ce n'est pas un délit, mais appeler à l'antisémitisme, à la haine, nier le génocide des juifs, c'est un délit, et nous renforcerons les moyens pour lutter contre. » Il ne

faut « rien laisser passer ». « Je n'accepte pas qu'on dise à nos compatriotes juifs qu'ils doivent quitter le territoire, je le redis avec la plus grande force : sans les juifs de France, la France n'est plus la France. »

Manuel Valls soulève un autre défi : la tentation du repli sur soi. « Notre société est traversée par les fractures sociales, territoriales, ethniques, car il faut le courage d'un constat lucide. » Et pour lui, « la gauche est peut-être la seule aujourd'hui qui peut apporter une réponse profondément républicaine à ces fractures, et donc redonner un espoir. » La responsabilité est grande car en face, il y a « les populistes, les extrémistes ».

« Il nous faut attaquer de front toutes les difficultés pour redresser le pays. » À commencer par « l'emploi », car « sans emploi ou croissance, pas de cohésion ou de redistribution des richesses. C'est pourquoi nous faisons tout pour restaurer la compétitivité de nos entreprises et restaurer notre économie. » Il cite la loi Macron qui « crée des opportunités nouvelles pour ceux qui en ont trop peu, notamment

INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE

les jeunes qui veulent entreprendre, qui veulent exercer des professions qui leur sont aujourd'hui fermées, instaurer aussi une compensation pour les salariés qui travaillent le dimanche, combat les conservatismes et les privilèges de certains ».

Renforcer l'économie, c'est aussi miser sur l'économie verte, ce que porte la loi sur la transition énergétique. « Nous construisons une société où l'on consommera moins et où l'on produira mieux en respectant l'environnement. » La France qui accueillera la conférence du climat en 2015 se doit d'être exemplaire. Elle a également un rôle à jouer en Europe, où, depuis 2012, son action n'a qu'un but : « réorienter l'Europe vers plus de croissance, plus d'investissements et plus de protection pour les travailleurs ». Les politiques « punitives d'austérité » ne peuvent plus être un projet pour l'UE.

LE RÔLE « FONDAMENTAL » DE L'ÉCOLE

Avec la gauche aux commandes, les réformes avancent, « c'est ce que les Français attendent ». Et « notre devoir de militants, de socialistes, c'est de faire bloc autour du président de la République ». En vue des prochaines élections départementales, en mars « il y a une responsabilité à faire unité ». Le Premier ministre a lancé un appel à tous les citoyens : « Faites un choix, allez voter ». C'est aussi « un devoir » et « la meilleure réponse que nous pouvons apporter à ce qu'on a vécu en janvier ».

La réponse politique doit également s'élever : « accélérer en matière d'école, de laïcité ». « Il y dans notre pays trop de citoyens stigmatisés pour leur religion ou leur couleur de peau, constate Manuel Valls. On ne demande pas à des Français de s'intégrer, mais à chaque citoyen de respecter nos lois et nos valeurs, mais en échange, nous avons le devoir de respecter leurs droits, de les protéger, de tous les considérer à égalité. » Cette politique de la citoyenneté doit s'appuyer sur la laïcité, « un combat que nous avons trop longtemps délaissé ». « Tant que, dans certaines écoles de France, on ne pourra pas parler de la Shoah, des religions, nous serons en échec d'une certaine manière, et tant que nos concitoyens de confession ou de culture musulmane vivront dans l'inquiétude, auront peur de la haine, de la stigmatisation, que les actes antimusulmans se multiplieront comme ces derniers jours, nous serons tous en échec. »

L'école a un rôle fondamental à jouer dans cet apprentissage de la citoyenneté, « c'est pour cela que l'Éducation nationale est le premier poste de l'État, c'est pour cela que nous avons réformé les zones d'éducation prioritaires. » 60 000 postes d'enseignants ont été créés. « Investir dans l'école, c'est investir dans notre avenir. Il ne doit pas y avoir, il ne doit plus y avoir d'enfant perdu de la République. (...) Nous devons faire ce constat qui, s'il est dur, montre que nous vivons un nouvel âge des inégalités, et donc, nous devons les combattre. Les enfants de France ne partent pas dans la vie avec les mêmes chances. Oui, dans tous les domaines, santé, formation, logement, politique de la ville, l'action de l'État doit être plus efficace pour prévenir et combattre les inégalités. » Depuis 2012, « beaucoup a été fait avec la nouvelle carte de la politique de la ville, avec les rénovations », mais « l'accès à l'emploi, à la langue, à la culture » ont échoué pour certains. Il est nécessaire de repenser ces politiques. « Casser les logiques de la ségrégation, redonner des possibilités à nos citoyens dans les territoires, c'est ça, une politique de citoyenneté, c'est une politique qui lutte avec acharnement contre les inégalités. »

Exprimant sa reconnaissance devant le travail des secrétaires de section, le Premier ministre leur rappelle que « la nouvelle situation exige une étape nouvelle, celle du rassemblement, de l'unité dans l'aparté, de combat politique, car c'est la seule façon de convaincre ».

« Il nous faudra convaincre que, face aux populistes, aux démagogues, nous seuls apportons les réponses attendues par nos concitoyens. Convaincre que la voie des socialistes, de la gauche est la plus claire, la plus forte pour défendre la République, car au fond, nous le sentons bien, nous sommes à un moment particulier, je vous l'ai dit, mais aussi un moment critique. Nous sommes, j'ai déjà utilisé cette expression, sur le fil du rasoir. »

Deux options sont devant nous. Soit une réponse autoritaire qui serait une vraie régression et un repli sur soi, c'est le Front national et une partie de la droite qui veulent l'incarner soit il y a une autre réponse, la nôtre, qui est ferme mais bienveillante, forte mais généreuse. Nous pourrions trouver la confiance des Français si nous sommes fiers de ce que nous sommes et de ce que nous faisons, fermes sur les droits et les devoirs, fermes sur la laïcité, fermes dans la lutte contre l'antisémitisme et le racisme, fermes sur la sécurité que nous devons aux Français, fermes, d'une République ferme, mais aussi bienveillante, attachée à la lutte contre les inégalités, à l'unité de tous, à ses enseignants, à sa Marseillaise. »



Cohésion républicaine

Laurent Dutheil a présenté le rapport d'étape du groupe de travail « *cohésion républicaine* ». « *La cohésion républicaine est aujourd'hui menacée, la République est minée de l'intérieur, remarque-t-il. Comment faire face aux attaques contre l'esprit républicain ? Nous devons mener un combat idéologique avec la laïcité comme pierre angulaire.* » Le premier combat est celui de l'école. « *Défendre la laïcité, c'est dispenser un enseignement rigoureux de son histoire et de ses religions, mais aussi renforcer les personnels d'encadrement et nouer un lien fort avec les familles.* »

Le deuxième terrain est celui de la lutte contre les inégalités sociales et du renforcement de la mixité sociale. Car « *comment se reconnaître dans la nation et ses valeurs quand on vit dans des zones où on n'est plus qu'entre soi, où l'État n'est pas présent ? Comment ignorer le désarroi des jeunes issus de l'immigration, confrontés aux discriminations ?* » L'égalité ne peut se faire sans cohésion urbaine, sans services publics, sans transports, sans entreprises dans les quartiers. Il faut

notamment répondre à la fracture numérique, avec des territoires non couverts par le haut débit.

Laurent Dutheil plaide aussi en faveur de l'engagement associatif et souhaite « *aller plus loin vers le service civique qui constitue aujourd'hui un engagement volontaire au service de l'intérêt général.* »

RÉGULER INTERNET

Le groupe de travail a aussi relevé le défi de la résurgence du racisme et de l'antisémitisme. « *Internet doit être mieux régulé sous peine de devenir un vecteur de haine, nous ne devons sous-estimer aucun danger.* »

Enfin il est nécessaire d'aborder la question de l'organisation de l'islam français. « *Il a fallu plus d'un siècle à l'église catholique pour accepter la laïcité, plus de deux siècles pour construire un discours républicain au sein du judaïsme. Il s'agit d'organiser maintenant la place de l'islam dans la République, en réformant le conseil du culte fran-*

çais, en procédant au recensement des besoins aux lieux de culte, et en examinant les moyens de répondre aux manques. »

« *Nous sommes un seul pays, un seul peuple, une seule France, une France sans distinction de religions, de croyances et de religions, une France ardente, face à ceux qui veulent installer des guerres de religions, une France dans sa diversité dès lors qu'elle sait faire son unité et qu'elle fait de ses différences non pas des séparations, mais bien une chance* », conclut Laurent Dutheil



Sécurité et lutte contre le terrorisme

Marie-Pierre de la Gontrie, rapportrice du groupe de travail « *Sécurité et lutte contre le terrorisme* » constate que « *la France dispose d'un des programmes de contre-terrorisme parmi les plus solides dans une démocratie, même s'il faut sans cesse rappeler que le risque zéro n'existe pas.* » Tout en apportant son soutien au gouvernement, le groupe de travail vise à faire des propositions concrètes pour lutter contre une menace croissante et en constante mutation. « *Nous avons à cœur d'articuler quatre piliers indissociables : prévention, dissuasion, sanction, réparation, qui peuvent seules permettre une action cohérente et efficace* », précise-t-elle. Pour cela, il est indispensable de « *maintenir un équilibre entre sécurité et respect des droits fondamentaux, équilibre et respect de notre démocratie* » et non de penser un « *Patriot act* » à la française. « *Notre première priorité c'est la lutte contre la radicalisation, phénomène ni linéaire, ni irréversible, qui ne conduit pas nécessairement à des actes*

terroristes. » Outre le nécessaire renforcement de la justice antiterroriste, il faut également « *agir aussi en amont dans les territoires, au plus près des citoyens.* » C'est pourquoi il faut « *consolider le lien entre habitants et police citoyenne* », mieux coopérer sur le terrain afin de repérer plus rapidement les individus en voie de radicalisation. « *Nous appelons aussi à lancer des programmes de recherche sur la radicalisation des jeunes, à développer des programmes de déradicalisation également pour les apprentis djihadistes revenus en France.* »

Le deuxième volet des propositions vise à améliorer les services de renseignement par des moyens humains et matériels. Le Premier ministre a annoncé des efforts sans précédent en ce sens.

Enfin sur la question de la cybersécurité, « *notre approche doit articuler un volet judiciaire et un volet régulation.* » Il faut à la fois « *accompagner la jus-*

tice contre la délinquance sur internet » et « *faire le pari de la pédagogie et de la responsabilisation des internautes.* » Les procédures de signalement de contenu terroriste doivent être facilitées. Marie-Pierre de la Gontrie appelle à faire bloc autour du gouvernement pour répondre à court et à long terme au terrorisme djihadiste.



Coordination européenne



Philip Cordery, rapporteur du groupe de travail « *coordination européenne* » relève que ce sont les valeurs sur lesquelles l'Union européenne a été fondée qui ont été attaquées en janvier en France. D'où cette mobilisation internationale. « *L'Union européenne rassemble les peuples dans la liberté de croyance ou de non-croyance, des valeurs démocratiques et dans l'égalité des droits. C'est pourquoi l'Union européenne doit se saisir de la lutte contre le terrorisme et aller dans le sens de plus de coopération entre ses États-membres.* »

Philip Cordery évoque le projet PNR, qui peut permettre de mieux détecter les mouvements de terroristes potentiels mais qui doit être mené « *dans l'équilibre nécessaire entre le renforcement de la sécurité, mais aussi la garantie des libertés* ». La coopération en matière judiciaire est aussi nécessaire. Ce qui passe notamment par un élargissement des compétences du parquet européen et par un programme de traque du financement du terrorisme.



RENFORCER L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Le deuxième volet que doit revêtir la coopération européenne concerne la politique étrangère et de sécurité commune. En effet, les attentats à Paris « *révèlent l'impact dans l'espace européen de la géopolitique globale et des conflits extérieurs* », que ce soit en Syrie, au Mali, au Nigéria en prise avec Boko Haram... « *la France se retrouve bien seule* », regrette-t-il en citant l'exemple malien. « *L'Union européenne doit renforcer ses mis-*

sions d'action extérieure (...), renforcer l'Europe de la défense ou prendre en compte, a minima, financièrement les efforts de la France dans le calcul du déficit budgétaire qui intervient, par exemple, au Mali, en Centrafrique ou au Sahel, pour lutter contre le terrorisme au nom de l'ensemble de l'Union européenne. »
« *Nous devons continuer dans les prochaines semaines à faire de l'Europe cet espace de liberté et de tolérance qui nous est cher et à porter nos propositions concrètes pour que les pays de l'Union européenne accroissent leur coopération dans la lutte contre le terrorisme* », conclut Philip Cordery.



Dans le domaine de la coopération intérieure, « *l'approfondissement de l'espace Schengen requiert une application plus rigoureuse des règles existantes avec un perfectionnement des systèmes d'information notamment* ». Cela doit permettre de « *mieux maîtriser nos frontières extérieures et d'aller plus loin dans le partage des systèmes d'information, sans remettre en cause la liberté de circulation* ».

En matière de coopération policière, la coopération doit viser à mieux détecter et suivre les personnes en voie de radicalisation, « *en allant plus loin dans la mutualisation des moyens de renseignement, avec une meilleure coordination des instances de renseignement, en agissant de manière offensive aussi contre la radicalisation sur Internet* ».



La laïcité et l'égalité au cœur des valeurs de la République



Dans son discours d'introduction, Guillaume Bachelay rappelait que « la République est bien plus qu'une méthode ou un système institutionnel. C'est une idée de la réalité du monde, fondée sur la raison, le droit, le progrès. C'est une exigence qui fonde l'appartenance au contrat social sur la citoyenneté, à égalité de droits et de devoirs. Dans la République, nous sommes un peuple, une France. »

Au cours des débats, de nombreuses questions et réflexions des secrétaires de section ont tourné autour l'action des socialistes en cette période troublée. Jean-Jacques Urvoas s'est demandé « comment nous allons faire, nous, pour être différents ? » Il a pris en exemple la question de la laïcité, qui, jusque-là était « comme la paix, une évidence ». Désormais, « on nous demande : comment vous organisez la laïcité ? ». Pour lui, la question du financement des lieux de culte est essentielle, « parce qu'on sait très bien comment sont financés les établissements aujourd'hui.

Est-ce que c'est tolérable ? Est-ce que l'idée qu'avait la droite volontairement, quand De Villepin a fondé la Fondation pour les œuvres de l'islam, pour que des financements viennent, quand ça ne marche pas, qu'est-ce qu'on en tire comme conséquences ? » Le député a estimé que « nous avons devant nous des rendez-vous qui seront difficiles, parce que c'est des choix, mais justement, j'espère que, dans dix ans, on pourra être fiers du moment que nous avons construit. »

Pour Alain Bergounioux, la responsabilité des partis politiques est très importante dans une période troublée. Le parti a une fonction « de médiation » entre la population et le gouvernement. « Un parti ne peut vivre véritablement que s'il a une identité culturelle forte car il porte des valeurs, qu'il faut expliquer, et c'est ce que nous avons tenté de faire dans la charte de l'identité socialiste, en novembre, parce qu'un parti qui ne serait qu'un parti de gestion perdrait de son rayonnement. » Il a insisté sur l'importance des va-

« POUR L'AVENIR, IL FAUT QUE NOUS AYONS UNE FORTE IDENTITÉ CULTURELLE, PARCE QUE LA BATAILLE, ELLE EST AUSSI IDÉOLOGIQUE ET CULTURELLE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI. »

ALAIN BERGOUNIOUX

leurs : « pour l'avenir, il faut que nous ayons une forte identité culturelle, parce que la bataille, elle est aussi idéologique et culturelle dans le monde d'aujourd'hui. »

François Lamy, dans son discours, a mis l'accent sur la politique de la ville, la fracture territoriale, et la nécessité de remettre la République partout, et notamment dans « les quartiers ». Et évoquant ceux qui vivent dans ces quartiers, l'ancien ministre de la Ville a rappelé : « Pour qu'ils défendent la liberté, il leur faut l'égalité ».

David Assouline a appuyé les propos de François Lamy affirmant l'importance de l'égalité « contre les valeurs



NOUS CHERCHONS DES ANIMATEURS
POUR UNE MISSION AU-DELÀ
DU PÉRIPHÉRIQUE

À FRANÇOIS LAMY,
BIEN AMICALEMENT.

Kavir Goarce-
16.02.2015



qui tendent au repli, au chacun pour soi et au communautarisme ». « La laïcité doit être portée fièrement par notre parti sur le terrain comme dans le combat intellectuel dans notre pays », a-t-il ajouté.

SOLIDARITÉ EUROPÉENNE

Pour Isabelle Thomas les attentats ont touché partout en Europe : « Au-delà de la solidarité, c'est bien plus, c'est une communauté de deuil, de pensée, une communauté politique qui s'est exprimée au Parlement européen ». Elle a plaidé pour remettre l'égalité au cœur du « tryptique que nous défendons, liberté, égalité, fraternité » « S'il n'y a plus de répartition des richesses, de reconnaissance de chacun pour ce qu'il est, de reconnaissance au même niveau que les autres, alors nous perdrons sur les deux autres piliers. » Laura Slimani est montée à la tribune, elle aussi, pour défendre cette valeur fondamentale d'égalité. « Défendons encore plus fort aujourd'hui tout ce que nous avons fait pour l'égalité, le mariage et l'adoption pour tous les couples, l'augmentation des bourses, et poursuivons cette marche de l'égalité, avec le droit de vote des étrangers, le parcours d'autonomie pour les jeunes en formation. Résistons aux discours guerriers, en disant que la sécurité ne

s'obtient jamais en réduisant le champ des libertés. »

Pour Paul Quilès, « nous avons un devoir d'honnêteté et d'efficacité à l'égard de nos concitoyens ». Et si la sécurité de tous est indispensable, « il y a certains points sur lesquels il faudra être très prudents » car « la sécurité ne doit pas être recherchée au détriment des libertés ».

Christine Revault d'Allonnes a souligné le rôle de l'UE : « Nous appelons à une coordination renforcée, Europol et Eurojuste sont des outils très importants sur lesquels il faut travailler. La commissaire européenne socialiste et démocrate italienne qui travaille sur la stratégie de sécurité intérieure travaille à ce renforcement de l'action européenne ». Et la députée européenne de regretter le manque « d'une politique européenne de défense »

Elsa Di Méo est revenue sur la question de la jeunesse et de l'éducation, constatant qu'aujourd'hui, « il y a deux jeunes qui ne font plus cohésion sociale et républicaine ». Le service civique, qui peut être une solu-

tion, profite actuellement surtout à des jeunes issus d'un milieu social assez favorisé. D'où l'importance de son élargissement. « Si on prend la question de l'élargissement du service civique, à travers comment on fait pour que des jeunes fassent ensemble

République et vivent des expériences qui les forment à la devise républicaine, et à la laïcité, on aura rempli une partie du contrat ».

Il est nécessaire d'avoir « une réponse à la hauteur pour l'ensemble de nos jeunes des quartiers, de la ruralité, des villes et de l'ensemble des profils qui ne nous semblent pas entendus par la République ».



Au cœur de cette période tourmentée, le parti socialiste doit continuer à être une force de propositions. « Notre parti est plus que jamais au cœur du débat républicain, a affirmé Alain Fontanel. Notre combat a toujours été celui de l'égalité, alors que la droite et l'extrême droite lui ont toujours préféré celui de l'identité. Ce combat est aussi celui du progrès et de la solidarité, nous allons continuer à le mener. »

Merci à Xavier Gorce d'avoir illustré nos débats

DEPUIS CHARLIE, JE ME
SENS IMMIGRÉ ISSU DE
L'IMMIGRATION



MAIS MON PAUVRE! VOUS SAVEZ
COMBIEN ÇA COÛTE, LES IDÉAUX?

JE T'ORDONNE DE FAIRE
1 MINUTE DE SILENCE
|
POUR LA LIBERTÉ DE PAROLE!



DEMAIN, VOUS POURREZ
DEVENIR PROPRIÉTAIRE DE
VOTRE TAUDIS



UNE MOSQUÉE? VOUS N'AVEZ PAS ASSEZ DE
PLACE POUR PRIER DANS L'ARRIÈRE-BOUTIQUE?



LA MIXITÉ SOCIALE, C'EST TRÈS BIEN,
MAIS PAS ICI ...

